

Brochure n° 3342

Convention collective

IDCC : 2622. – **CRÉDIT MARITIME MUTUEL**

ANNEXE I DU 9 MARS 2006

À L'ACCORD DU 23 JUIN 2005

NOR : ASET0750042M

IDCC : 2622

Les partenaires sociaux ont négocié le 23 juin 2005 un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du Crédit maritime mutuel du 18 janvier 2002, suite à l'adossement technique et fonctionnel des caisses régionales de Crédit maritime mutuel avec les Banques populaires régionales.

Les dispositions de cet accord, dont l'objet est de garantir les salariés du Crédit maritime des éventuelles conséquences sociales de l'adossement Banque populaire qui pourraient découler de cet accord, sont confirmées dans leur intégralité.

L'article 6 dudit accord prévoyant la création d'une commission de suivi, il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé une commission de suivi dont l'objet est de recevoir, étudier et de tenter de régler tout différend d'ordre individuel ou collectif né de l'interprétation ou de l'application de l'accord.

Article 2

Pour respecter le caractère paritaire, la commission est composée, à nombre égal, de représentants de la fédération nationale du Crédit maritime mutuel, d'une part, et des différentes organisations syndicales de salariés signataires de l'accord, d'autre part.

La commission ne pourra valablement statuer que si au moins 4 membres sont présents (2 représentants des organisations syndicales et 2 représentants des employeurs).

Les membres non présents à la réunion ont la faculté de donner mandat aux autres membres présents.

Article 3

La présidence est assurée par la Fédération nationale du Crédit maritime mutuel.

Article 4

La commission émet des avis sur les questions dont elle est saisie.

Elle émet ces avis à la majorité de ses membres présents ou représentés.

Article 5

La commission est saisie à la requête de l'une ou l'autre des parties signataires de l'accord de branche.

La demande doit comporter de manière précise l'objet de la requête, laquelle doit être transmise par lettre recommandée avec AR au président. Elle comporte l'ensemble des pièces et éléments nécessaires à l'examen du dossier.

Article 6

Saisi d'une requête, le président doit réunir la commission au plus tard dans les 15 jours suivant la réception de la requête.

Article 7

A défaut de pouvoir émettre un avis, la commission se réunira une seconde fois dans un délai de 15 jours de la première réunion.

Article 8

Chaque réunion de la commission fera l'objet d'un procès-verbal établi par la Fédération nationale du Crédit maritime mutuel sous un délai de 8 jours dont 1 exemplaire sera remis à chacune des parties et sera élargé par ces dernières.

Article 9

Le présent règlement intérieur, constituant une annexe à l'accord de branche du 23 juin 2005, fera l'objet, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, d'un dépôt auprès de la DDTE de La Roche-sur-Yon, ainsi qu'auprès du secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes des Sables-d'Olonne.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 9 mars 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale du Crédit maritime mutuel.

Syndicats de salariés :

Fédération des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance
CGT ;

Syndicat de la confédération française des travailleurs chrétiens
(CFTC) de banques et établissements financiers ;

Syndicat CGT-FO ;

Syndicat national de la banque et du crédit (SNB) CFE-CGC ;

Syndicat confédération française démocratique du travail (CFDT).